

Argentine

Non à la demande de levée d'immunité syndicale

Repoussons l'attaque menée par Randazzo contre les Délégués de Sarmiento !

Le ministre des Transports et candidat à la présidence, Florencio Randazzo, a entrepris une démarche pénale pour obtenir l'abolition de l'immunité des délégués du chemin de fer de Sarmiento, dirigés par « Pollo » Sobrero. Son intention est de décapiter les délégués qui se battent pour défendre les droits des travailleurs et faire face au mensonge de cette fameuse « révolution ferroviaire » du gouvernement.

À l'occasion du puissant arrêt de travail des cheminots de Sarmiento - dans le cadre de la grève appelée par la CGT-Moyano jeudi 28 août-, le ministre de transport Randazzo a montré son véritable visage d'ennemi des travailleurs : sans preuve aucune, il a accusé les délégués Mónica Schlottauer, Edgardo Reynoso, Luis Clutet et Rubén Maldonado, ainsi que Julio Capelinsky du secteur de la propreté, d'un supposé « attentat » contre les trains. Rien de plus faux ! Un « attentat » consistant en quelques résidus d'ordures trouvés dans un wagon, selon des photos produites par le gouvernement... Quelle accusation ridicule !

C'est précisément ces camarades qui se battent pour les chemins de fer, contre la politique de démantèlement « menemista » (NDT : du nom de l'ancien président argentin, Menem), politique maintenue par l'actuel gouvernement. Il est clair qu'il n'y a eu aucun attentat et aucune destruction, comme le « prouvent » les vidéos diffusés par le gouvernement-même.

Ce n'est là qu'une fausse accusation dans le but d'intimider ceux qui luttent et ces dirigeants qui ne se vendent pas, tout en essayant d'occulter l'événement de cette grande grève nationale. Les cheminots exigent un plan de lutte et la réouverture des négociations paritaires.

Souvenons-nous : quand Aníbal Fernández (ex-chef de cabinet de Christine Kirchner), a accusé - en pré-fabriquant un quelconque faux prétexte - « Pollo » de brûler des trains, le gouvernement a dû reculer et les tribunaux prononcer un non-lieu, puisqu'aucune preuve n'a été produite. Maintenant, ils essaient de recommencer... Nous ne le permettrons pas !

En réalité, les cheminots de Sarmiento ont totalement adhéré à la grève. C'est même la seule ligne ferroviaire à avoir tenu une grande assemblée générale, dans laquelle 800 travailleurs ont voté unanimement l'adhésion à la mobilisation nationale. Les délégués et les travailleurs ainsi attaqués sont ceux qui luttent pour un salaire digne et qui empêchent les licenciements de cheminots : le gouvernement ne leur « pardonne pas » leur dénonciation. D'ailleurs, s'ils avaient été écoutés, on aurait pu éviter le massacre du Onze (NDT : accident ferroviaire intervenu en 2012 dans la station « Onze septembre », à Buenos Aires).

Le gouvernement ne leur pardonne pas d'avoir dénoncé la politique de démantèlement menée par le groupe Cirigliano-TBA, et la corruption de cet entrepreneur, ami du gouvernement, qui continue ses juteuses affaires grâce à l'argent du peuple. Ces camarades, sont des militants qui pratiquent la démocratie syndicale, contre les gangs de la bureaucratie traite.

Dans la ligne Sarmiento, on fait ce que décident les camarades et pas ce que dicte le gouvernement ou la direction. Ici, les délégués combattent pour « un syndicat au service des travailleurs et un chemin de fer au service du peuple », en luttant pour une véritable renationalisation du système ferroviaire sous le contrôle des travailleurs et des utilisateurs.

Les délégués des cheminots de Sarmiento sont des opposants à la liste Verte. Liste en effet agréée par le gouvernement et pilotée par l'assassin José Pedraza (« syndicaliste » du gang de l'Union Ferroviaire), actuellement emprisonné pour être responsable du meurtre de Mariano Ferreyra (dirigeant étudiant et militant de Politique Ouvrière, assassiné en 2010).

L'accusation selon laquelle il y a atteinte à la source de travail ne tient pas la route, mais bien au contraire : ce sont les cheminots qui défendent les chemins de fer alors que le gouvernement achète des trains qui ne marchent pas, et les laisse ensuite à l'abandon. Ce sont les cheminots et leurs familles qui utilisent le train, comme des millions de travailleurs et utilisateurs. Ceux qui le démantèlent, c'est le gouvernement (Jaime, Schiavi), ses amis entrepreneurs et tant d'autres corrompus encore en liberté.

Nous condamnons la réaction anti-syndicale du kirchnerisme et ses attaques contre les délégués qui n'obéissent pas à leurs dictats. Ainsi par exemple à Lear, où Pignanelli et la bureaucratie Verte du Smata (NDT : syndicat de travailleurs du transport) ont tout fait (avec le soutien du patronat yankee et du gouvernement) pour licencier les délégués, et ce, malgré les décisions de justice ordonnant leur réincorporation. Rappelons que le gouvernement a soutenu la condamnation à perpétuité -et sans preuves- des travailleurs pétroliers de « Las Heras », dont le seul crime est de s'être battu contre l'impôt sur le salaire.

Accuser des cheminots d'« attentat » fait partie d'une chasse aux sorcières qui se sert d'un discours digne de la Loi Antiterroriste pour persécuter et diaboliser ceux qui luttent. Il ne faut laisser passer aucune accusation inventée, et encore moins les tentatives de levée d'immunité syndicale. Ainsi qu'ils l'ont fait maintes fois, les cheminots s'apprentent à répondre conséquemment à cette nouvelle attaque et, d'ores et déjà, ils réclament le retrait pur et simple de toutes les accusations dont sont actuellement victimes leurs délégués. Les cheminots vont défendre leurs dirigeants - à la tête desquels, « Pollo » Sobrero - parce qu'ensemble ils ont gagné d'énormes acquis, au cours de toutes ces années de lutte.

Cette attaque a été rejetée par Hugo Moyano de la CGT, des organisations d'étudiants (FUA, FUBA), et beaucoup d'autres. Une campagne nationale et internationale de défense des cheminots est actuellement en cours. Nous appelons à la plus large unité et à la solidarité des syndicats, des organisations d'étudiants, de quartiers, de droits de l'homme, de personnalités, de députés et de partis politiques. Opposons-nous, dans les assemblées et instances de déléguées, à la demande de levée d'immunité et de jugement pénal interposée par le ministre des transports à l'encontre des militants.

Non à la criminalisation de la protestation !

S'ils touchent à l'un d'entre nous, ils touchent à nous tous !

Le gouvernement et la justice des patrons n'ont pas à interférer dans les organisations syndicales !

Les dirigeants, ce sont les élus des travailleurs et pas ceux du gouvernement !

Non à la levée d'immunité des combattifs délégués de Sarmiento !

Envoyer les prises de positions *contre la demande de levée d'immunité syndicale* à monicaireinoso@gmail.com
En France, à cheminots-sarmiento@gmx.fr

Gauche Socialiste dans le Front de Gauche et des Travailleurs